



ISSN 1866-5268

ISSN en ligne 2261-2750

L'éducation des jeunes filles en Autriche au XIX^e siècle

Éloïse Riethmuller

Université de Mons, Belgique

eloise.riethmuller@umons.ac.be

<https://orcid.org/0000-0001-8835-8821>

Reçu le 01-03-2022 / Évalué le 12-03-2022 / Accepté le 20-03-2022

Résumé

Cette contribution vise à explorer les formes et les facteurs d'inégalité au détriment de la gent féminine au sein de l'éducation en Autriche au XIX^e siècle, siècle riche en réformes de l'enseignement. En confrontant ces textes légaux aux récits biographiques de femmes comme Elise Richter, Lise Meitner ou Marie von Ebner-Eschenbach, entre autres, on se rend compte que ces inégalités s'expliquent par deux facteurs principaux : d'une part, une société foncièrement patriarcale ; d'autre part, une hiérarchie sociale stricte. L'accès des jeunes filles à l'instruction est donc le fruit d'une lutte qui aura duré de nombreuses décennies.

Mots-clés : éducation, inégalités, biographies de femmes

Die Ausbildung der Mädchen im 19. Jahrhundert in Österreich

Zusammenfassung

Ziel dieses Beitrags ist, die Arten und Gründe von Ungleichheiten bezüglich der Frauenbildung im 19. Jahrhundert in Österreich darzulegen. Aus dem Vergleich von Texten der zahlreichen Bildungsreformen des 19. Jahrhunderts und den Biographien von Frauen wie u. a. Elise Richter, Lise Meitner und Marie von Ebner-Eschenbach geht hervor, dass es zwei Hauptgründe für die Ungleichheiten gibt: Auf der einen Seite, eine grundsätzlich patriarchalische Gesellschaft; auf der anderen Seite, eine strenge soziale Hierarchie. Der Zugang von Mädchen zur Bildung ist also das Ergebnis von einem mehrere Jahrzehnte langen Kampf.

Schlüsselwörter: Ausbildung, Ungleichheiten, Biographien von Frauen

The education of young girls in Austria in the 19th century

Abstract

The goal of this article is to explain how and why women were treated unequally in the 19th-century Austrian education system, when many educational reforms were brought. On comparing these legal texts and the biographies of women such as Elise

Richter, Lise Meitner and Marie von Ebner-Eschenbach, among others, we come across two main factors responsible for these inequalities: On the one hand, a deeply patriarchal society; on the other hand, a strict social hierarchy. The education of young girls is therefore the result of a several-decade-long fight.

Keywords: education, inequalities, biographies of women

Introduction

En 1740, Marie-Thérèse succède à son père Charles VI. Durant son règne, l'impératrice introduit de nombreuses réformes qui visent à unifier le système éducatif du pays. Elle institutionnalise par exemple les formations des militaires et des fonctionnaires. En 1774, alors qu'elle assure la régence avec son fils Joseph II, elle signe l'*Allgemeine Schulordnung*. Ce décret rend la scolarité obligatoire de 6 à 12 ans pour les « enfants des deux sexes¹ » (Felbiger, 1774 : 4). Pour la première fois, la gent féminine est mentionnée dans un document officiel qui traite d'éducation. À la fin du XVIII^e siècle, les ordres religieux demeurent l'option principale pour la scolarité des jeunes filles. Figure de proue du despotisme éclairé, Joseph II encourage la sécularisation. L'*Allgemeine Schulordnung* exige en effet que chaque *Land* autrichien instaure une commission pour l'instruction chargée de nommer les directeurs des écoles. En outre, le décret prévoit trois types d'écoles : les *Trivialschulen* dans les petits villages ou paroisses, les *Hauptschulen* dans les grandes villes et arrondissements, et les *Normalschulen* dans les villes où se trouvent les commissions - donc, il n'y a qu'une *Normalschule* par *Land* (Felbiger, 1774 : 6ss.). Joseph II perpétue le dessein de sa mère : il fonde des instituts afin de former les filles des fonctionnaires et des militaires (Simon, 1997 : 179).

Ces décisions progressistes adoptées au XVIII^e siècle illustrent l'évolution de la pensée au sujet de l'accès des jeunes filles à l'éducation. Au cours du siècle suivant, cette évolution les mènera jusqu'à l'université. Cependant, de nombreux obstacles attendent les jeunes femmes déterminées à lutter pour leur éducation. Bien que Marie-Thérèse insiste sur l'importance du décret, la responsabilité de l'instruction des enfants revenait aux parents (Felbiger, 1774 : 22). Comme aucune vérification de l'exécution des lois n'est mise en place, les textes officiels ne reflètent pas la réalité. C'est pourquoi cette contribution divisée en trois parties se base principalement sur des biographies de témoins de l'époque. Premièrement, l'article expose la manière dont l'école est conçue pour les jeunes filles et comment elle évolue au cours du XIX^e siècle. Deuxièmement, il vise à mettre en exergue les inégalités systémiques que subissent les écoliers et écolières. Malgré la propagation du courant philosophique des Lumières, la société autrichienne du XIX^e siècle reste

profondément patriarcale et attachée à la hiérarchie sociale axée sur la noblesse, si bien que les nouvelles lois ne font pas l'unanimité. L'article s'intéresse donc enfin aux opinions divergentes sur l'accès de la gent féminine à l'instruction.

La réglementation en matière d'éducation au fil du XIX^e siècle

Le niveau d'éducation des enfants autrichiens peut être évalué en étudiant le taux d'alphabétisation et notamment les facteurs qui l'influencent. Durant la deuxième moitié du XVIII^e siècle, l'État forme presque uniquement les futurs fonctionnaires, laissant aux Églises la responsabilité principale de l'éducation. Celles-ci prévoient des établissements distincts pour les filles et les garçons, et séparent au sein d'une même école les nobles des roturiers. En Autriche, pays catholique, le taux d'alphabétisation est moins élevé que dans les pays protestants, car ces derniers insistent davantage que les catholiques sur l'importance de l'apprentissage de la lecture pour comprendre les textes saints. En outre, le taux d'alphabétisation est plus élevé dans les zones urbaines que dans les zones rurales, à cause, d'une part, de l'éloignement géographique des écoles en campagne et, d'autre part, de la participation des enfants à la vie paysanne. Au cours du XVIII^e siècle, le découpage géographique de l'Europe évolue et les États voient en l'éducation un moyen d'instaurer l'ordre dans des pays parfois instables. L'*Allgemeine Schulordnung* vise à uniformiser le système scolaire autrichien et à accroître le niveau d'instruction de la jeunesse du pays. En instaurant la scolarité obligatoire de six ans, Marie-Thérèse s'assure que tous les jeunes reçoivent, en théorie, une éducation fondamentale. Le décret ne prévoit cependant pas l'école obligatoire à proprement parler : dès lors qu'un enfant reçoit une formation, indépendamment de la forme de celle-ci, sa famille remplit son devoir (Engelbrecht, 1986 : 115ss.). Les parents peuvent envoyer leurs enfants dans des ordres religieux ou au pensionnat, ou encore avoir recours à des précepteurs (Weiland, 1983 : 166). En règle générale toutefois, il est rare qu'une famille puisse se le permettre. C'est pourquoi, pour une majorité d'enfants, l'école obligatoire était de mise. Étant donné que l'empereur François I^{er}, confronté à l'extension fulgurante de Napoléon, connaît un règne instable, il n'existe que peu d'information quant au nombre de fillettes qui se rendent dans les écoles. Néanmoins, il est certain que leur éducation prend souvent fin après le niveau fondamental. Dans l'ensemble, les femmes sont donc plus fréquemment analphabètes que les hommes.

Bien que les *Normalschulen* apparaissent peu avant 1774, c'est l'*Allgemeine Schulordnung* qui entérine la division du système scolaire primaire autrichien en trois branches. Dans les *Normalschulen*, tout comme dans les *Hauptschulen*, les écoliers suivent un programme précis imposé par l'*Allgemeine Schulordnung* :

religion, allemand, langues romanes, mathématiques, histoire, géographie, physique, sciences naturelles et économie. Il est à noter que les *Normalschulen* offrent une formation de quatre ans, soit un an de plus que les *Hauptschulen*. Dans ces deux types d'écoles, il est également possible de se former au métier d'instituteur. L'éventail de cours dans les *Trivialschulen* est moins diversifié : vu que ces écoles se trouvent dans les zones rurales, le programme scolaire s'axe principalement sur la vie paysanne et la religion (Felbiger, 1774 : 10ss.).

En 1805, l'empereur François I^{er} réforme à nouveau le système scolaire autrichien. Le décret, couramment nommé *Politische Verfassung*, marque un recul par rapport à l'*Allgemeine Schulordnung*. L'Empereur argumente que, en vue de « respecter à la fois les convenances et la différenciation des enseignements pour deux sexes aux besoins différents² », il faut séparer, dans la mesure du possible, les filles des garçons. Pire, dans les *Trivialschulen*, l'accès à la classe de troisième niveau n'est assuré aux fillettes que si le nombre d'élèves est restreint (Gaffe, 1806 : 10ss.). Pour autant, la *Politische Schulverfassung* ne vise pas à miner le système scolaire. Certains points positifs sont à noter, comme l'augmentation, dans les *Hauptschulen*, de la durée de la formation de trois à quatre ans ou la gratuité scolaire prévue pour les indigents - bien que soumise à de telles conditions qu'elle est presque impossible à obtenir (Gaffe, 1806 : 75s.). Des *Realschulen* sont également instituées par l'État : il s'agit d'écoles de niveau secondaire où les élèves peuvent se former au commerce, aux arts ou à la pédagogie, entre autres.

Ferdinand I^{er}, successeur de François I^{er}, mène une politique tout aussi traditionaliste. L'Empereur garde le pouvoir d'une main de fer. Son règne prend place pendant le *Vormärz*, période qui dure du Congrès de Vienne en 1815 au Printemps des peuples en 1848. Au cours de cette période, les idées des Lumières, notamment en matière d'enseignement, se popularisent dans les pays germanophones. L'Empereur, confronté aux premières associations étudiantes, publie les décrets de Carlsbad, qui rendent celles-ci illégales, et il ordonne la censure de certains livres, journaux, voire de certains professeurs universitaires. En 1848, un vent de révolte balaye l'Europe ; le peuple autrichien se soulève contre l'Empereur, contraint d'abdiquer à la faveur de son neveu François-Joseph I^{er}. Face aux inégalités qu'elles subissent, les femmes veulent également faire entendre leur voix. Néanmoins, elles sont confrontées à une répression encore plus violente. La *Wiener Demokratischer Frauenverein* lutte pour l'accès des jeunes filles à l'éducation, mais l'association est démantelée après quelques mois, étant donné le statut illégal des associations de femmes fondées dans un but politique (Weiland, 1983 : 305). Cette lutte féministe pour l'émancipation - tant financière qu'intellectuelle - apparaît plus tard en Autriche que dans le reste de l'Europe occidentale.

Cela s'explique par l'hétérogénéité de l'Empire et la difficulté, pour les femmes, de trouver des intérêts communs à défendre. Les étudiants autrichiens obtiennent toutefois gain de cause : un ministère de l'Éducation et de l'Enseignement est créé. L'État sollicite l'aide de pédagogues pour réformer le système scolaire. Parmi ceux-ci figure Franz Exner, qui participe à la rédaction de projets dont l'adoption mène à l'organisation du *Maturitätsprüfung*, examen de maturité visant à préparer les garçons à l'enseignement supérieur (Exner, 1849 : 9). En revanche, les filles sont toujours invisibles dans les textes de lois. En effet, il y est question de « *Kinder* » et « *Jugend* », sans distinction de sexe, ou de « *Schüler* », terme exclusivement masculin (Exner, 1849 : 4s.).

En 1867 et 1868, l'Autriche se dote de deux dispositions qui entérinent la position de l'État comme unique responsable de l'enseignement, ébranlant ainsi l'influence de l'Église. L'année suivante, la *Reichsvolksschulgesetz*, loi sur l'instruction primaire en Autriche, édictée en 1869, renforce ce changement drastique en laissant libre accès aux écoles sans distinction de conviction religieuse et en fixant la scolarité obligatoire à une durée de huit ans. Les élèves ont le choix entre la *Volksschule*, conçue pour remplacer la *Trivialschule*, ou la *Bürgerschule*, dont le programme est plus complet que la *Volksschule*. Malgré un programme scolaire enrichi, les écoles sont toujours séparées selon le sexe et présentent des divergences. Le programme des écolières est conditionné par la perception de l'époque quant à leur rôle. Elles apprennent donc principalement les langues et la littérature, et reçoivent six heures hebdomadaires de « travaux manuels féminins³ », au détriment de l'arithmétique, de la géométrie et du dessin (Simon, 1997 : 180).

Tout au long du XIX^e siècle, la révolution industrielle secoue l'Autriche. Alors que le nombre d'usine s'accroît, les enfants constituent une main-d'œuvre habile et peu onéreuse. Pour les familles pauvres, en particulier, toute source de revenu est la bienvenue : l'argent prime sur l'éducation. Pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle, on trouve déjà des enfants au travail, parfois même avant l'âge de l'obligation scolaire. Il s'agit surtout d'enfants vulnérables : des orphelins, des enfants de soldats ou des enfants adultérins. Joseph II ébauche des régulations visant à éloigner les enfants du travail : en 1787, il exige une justification pour que l'enfant puisse travailler avant l'âge de neuf ans. Il faut toutefois attendre la seconde moitié du XIX^e siècle pour que l'État légifère en la matière. L'enfant doit avoir un minimum de quatre ans d'éducation pour que son travail soit autorisé, avec toutefois, suivant l'exemple prussien, un âge minimum et une limitation du nombre d'heures journalières de travail. Si le Royaume-Uni et la France, fortes de leurs machines à vapeur, peuvent se passer de cette jeune main-d'œuvre, en Autriche, la mécanisation du travail, en particulier de l'agriculture, ne se fera que tardivement

(Papathanassiou, 1999 : 22ss.). Face à l'ampleur du problème, l'État instaure des mesures visant à endiguer le phénomène. En 1869, la *Reichsvolksschulgesetz* prolonge l'obligation scolaire. De plus, les *Fabriksschulen*, écoles installées dans les usines pour permettre de fusionner le lieu d'apprentissage et le lieu de travail des enfants, sont rendues obligatoires. Ces dernières représentaient moins une solution à l'analphabétisme qu'un remplacement aux *Trivialschulen* délaissées par les enfants ouvriers (Simon, 1997 : 179s.). Enfin, des contrôles sont mis en place.

Naturellement, les écoliers les plus chanceux et les plus talentueux peuvent continuer leur formation au-delà de l'école primaire. Après un examen d'entrée, ils fréquentent les *Gymnasien*, écoles secondaires organisées par l'État dès le début du XVIII^e siècle. Pour les jeunes adolescentes, en revanche, l'accès à l'éducation secondaire n'est pas chose acquise. Étant donné que l'État ne se sent pas responsable de leur éducation, la décision de leur offrir une instruction plus poussée repose uniquement sur les parents (Weiland, 1983 : 166). Durant la deuxième moitié du XIX^e siècle cependant, les femmes issues de familles aisées expriment une volonté croissante d'acquérir leur indépendance financière par le biais d'un métier. Leur principal argument : selon la constitution adoptée en 1867, tous les citoyens autrichiens sont autorisés à choisir leur métier et à s'y former. Les associations féministes fondent donc elles-mêmes des écoles spécialisées, en couture et en cuisine par exemple, afin de former les jeunes femmes à la gestion du foyer (Engelbrecht, 1986 : 279s.). Face à l'insistance de la gent féminine, l'État doit faire des concessions. Un nouveau type d'écoles fait alors son apparition : les *Mädchenschulen*, écoles secondaires pour les jeunes filles - à ne pas confondre avec les *Mädchenschulen* primaires, instituées par la *Politische Schulverfassung* de 1805 (Engelbrecht, 1986 : 285). Pour autant, les adolescentes n'ont pas le droit de passer le *Maturitätsprüfung*, et ne peuvent, dès lors, pas accéder aux universités (Simon, 1997 : 180). Par ailleurs, les frais imposés aux familles pour instruire leurs filles sont plus élevés que pour les garçons. Les associations féministes continuent de lutter, sans succès. C'est donc à l'initiative de certaines femmes fortunées que sont fondés des embryons de *Mädchenschulen* offrant un programme aussi complet que les *Realschulen* pour garçons. La deuxième moitié du XIX^e siècle voit donc l'apparition progressive d'institutions destinées à l'instruction secondaire des adolescentes.

À partir de 1878, les jeunes femmes peuvent enfin passer le *Maturitätsprüfung*, mais, malgré cette autorisation, elles ne reçoivent pas de certificat, et ne sont admises dans les universités qu'en tant qu'auditrices libres (Engelbrecht, 1986 : 280ss.). Ce n'est qu'en 1897 que les facultés de philosophie ouvrent leurs portes aux jeunes femmes. Elise Richter, jeune fille brillante issue d'une famille bourgeoise de Vienne, saisit l'opportunité. Après avoir passé son examen de maturité, elle fait

partie des premières étudiantes à entrer à l'université. Il faudra attendre quelques années avant que le phénomène ne prenne enfin de l'ampleur. Elise, passionnée de philologie romane, devient non seulement l'une des premières à suivre des cours à l'université, mais également l'une des premières à y enseigner (Christmann, 1980 : 12s.). Depuis 1869, les femmes sont d'ailleurs légalement autorisées à enseigner. Le métier d'institutrice permet aux jeunes femmes de s'émanciper, à la condition toutefois qu'elles ne se marient pas. Nombreux sont, par ailleurs, les hommes qui perçoivent les institutrices comme des concurrentes, et s'opposent à leur admission au sein des associations d'enseignants. (Engelbrecht, 1986 : 280s.) Les facultés de médecine et de pharmacie n'admettent des femmes en leur sein qu'à partir de 1900.

Inégalités entre sexes et statuts sociaux

La première inégalité en matière d'accès à l'éducation est la différence entre la ville et la campagne. En zone rurale, la scolarité n'est pas garantie. Dans l'Autriche du XIX^e siècle, l'agriculture joue encore un rôle central. Le calendrier scolaire est calqué sur le calendrier agricole afin que les enfants et leur mère puissent travailler dans les fermes - le père, quant à lui, reste en ville pour y exercer son métier. Les familles paysannes les mieux loties peuvent envoyer leurs propres enfants à l'école, tout en embauchant d'autres enfants pour aider à la ferme. D'ailleurs, les *Schulbesucherleichterungen*, dispenses d'obligation scolaire, sont particulièrement fréquentes en zone rurale. (Papathanassiou, 1999 : 52ss.) Ainsi, la scolarité des garçons est aussi affectée que celle des filles. Puisque la religion joue un rôle prépondérant dans les campagnes, ce cours prévaut sur les autres matières, comme l'explique Peter Rosegger : « Aujourd'hui s'est tenu l'examen public à l'école. Le doyen du chef-lieu est venu. Pour le cours de religion, il s'est montré satisfait. Pour ce qui est du reste, il a secoué la tête⁴. » (Rosegger, 2018 : 285).

De manière générale, les enfants habitant dans les villes se rendent plus régulièrement à l'école. S'ils manquent l'école, c'est pour deux raisons principales : le travail et les tâches ménagères. Quand une famille peut se permettre d'envoyer les enfants à l'école, cela signifie généralement que les parents ont une source de revenu. Or, cela implique qu'ils sont moins présents, d'où la nécessité pour les enfants d'aider pour la cuisine, le nettoyage ou la lessive, et ce, dès cinq ou six ans (Papathanassiou, 1999 : 86ss.). Les tâches ménagères sont évidemment réparties de manière sexiste et inégale. Les tâches des fillettes sont journalières, tandis que celles des garçons sont ponctuelles. (Papathanassiou, 1999 : 90) Les jeunes filles sont élevées pour servir au foyer, et le programme de l'école, incluant des cours de travaux manuels féminins, reflètent cette finalité. Certaines jeunes filles se refusent

à ce destin, comme l'illustre l'histoire de Minna Kautsky, devenue écrivain socialiste. Issue d'une famille pauvre, Minna ne débute une scolarité régulière qu'à partir de neuf ans. Cependant, selon son fils, elle savait lire à quatre ans et apprenait les langues étrangères, le piano et le dessin à partir de cinq ans. Conscient du potentiel de Minna, son père veille attentivement à son éducation (Baumgartner, 2015 : 279). Après avoir contracté la tuberculose, Minna passe sa convalescence à se cultiver et à écrire : « [...] le chevet est devenu une école pour moi. Mon esprit était clair, il était plus efficace lorsque la situation calme me permettait de me concentrer⁵. » (Baumgartner, 2015 : 283) Quand le mari de Minna devient décorateur de théâtre à la cour, la vie sourit à la famille autrefois indigente. Minna offre donc à ses enfants l'éducation qu'elle n'a pas eu, et apprend la philosophie auprès du précepteur de son fils. Mère et fils soutiennent ardemment les idéaux socialistes, Minna ne pouvant oublier la pauvreté dans laquelle elle a vécu. L'écrivain évolue cependant dans un cercle littéraire bourgeois, où ses œuvres plaisent peu. Après tout, Minna ne peut effacer son origine sociale. (Baumgartner, 2015 : 285ss.) Betty Paoli souffre un destin contraire à celui de Minna : dès 15 ans, elle doit subvenir aux besoins de sa famille, après que son père est décédé et sa mère a dilapidé la fortune familiale. Si elle recevait auparavant une bonne éducation, elle doit désormais endosser le rôle de gouvernante en Russie, puis en Pologne. Elle continue, cependant, de s'instruire de manière autodidacte et apprend, dans le cadre de ses différentes fonctions, plusieurs langues étrangères (Paoli, 2002 : 196s.). Jeune adulte, elle donne des cours et publie ses poèmes et ses traductions. Par la suite, Betty alterne entre les rôles de journaliste et de dame de compagnie au sein de plusieurs familles nobles. En 1865, Betty publie un feuilleton dans lequel elle défend ardemment la fondation d'écoles secondaires pour les filles, déplorant la piètre qualité de l'éducation à laquelle elles ont droit.

L'entière de l'éducation que reçoivent les filles, à peu d'exceptions près, est un écran de fumée et vise moins à leur permettre de se développer qu'à tuer dans l'œuf leurs bonnes prédispositions. Le superficiel passe au premier plan, alors que l'essentiel est mis de côté. [...] Et après, on se plaint de la superficialité et du manque de logique et de cohérence des femmes⁶ ! (Paoli, 2002 : 96).

Après la révolution industrielle, le rôle de la femme dans les familles bourgeoises plus fortunées est aussi affecté. Ces dernières se rendent compte de leur dépendance financière, d'où la volonté d'approfondir l'éducation féminine (Engelbrecht, 1986 : 278). Plusieurs options se présentent alors aux familles qui peuvent financer la scolarité de leur fille : le pensionnat et l'enseignement à domicile. Dans les deux cas, des cours de cuisine, de musique et de chant s'ajoutent au programme habituel. Au pensionnat, les fillettes sont formées à la gestion d'un ménage et

à la vie en société (Weiland, 1983 : 166). Quand les parents ont recours à des précepteurs, en revanche, le programme peut être modulé pour s'adapter aux parents, voire aux enfants (Engelbrecht, 1986 : 278). Ainsi, toutes deux nées dans les années 1870 dans de riches familles bourgeoises juives, Lise Meitner et Elise Richter auront la chance de pouvoir développer leur potentiel intellectuel. Bien qu'elles s'intéressent à des domaines radicalement différents - la physique nucléaire pour l'une ; la linguistique pour l'autre -, toutes deux marqueront leur époque. Lise suit un parcours scolaire plutôt normal : elle passe cinq ans à la *Volksschule*, suivis de trois ans à la *Bürgerschule*. Si elle excelle dans les matières scientifiques, Lise se montre plus distraite en cours de travaux manuels féminins. La mère de Lise apprend à la fratrie à lire et à écrire, tandis que le père se charge de l'apprentissage des langues étrangères. Plus tard, Lise se montrera reconnaissante envers ses parents pour l'environnement propice aux études qu'ils ont développé (Rennert, Traxler, 2021 : 19). Après la fin de son obligation scolaire, Lise souhaite passer le *Maturitätsprüfung* en vue d'étudier la physique et les mathématiques. Malgré leur opposition initiale, les parents de Lise lui concèdent des cours privés dans ces matières (Rennert, Traxler, 2021 : 22s.). Elise, elle, reçoit une éducation à domicile, ses parents estimant l'offre des *Mädchenschulen* insuffisante. La jeune fille apprend de nombreuses langues étrangères, mais elle regrette que ses compétences soient surtout passives. Elle assouvit alors sa soif de savoir en apprenant d'elle-même (Christmann, 1980 : 8s.). Dès 1891, elle assiste à certains cours à la faculté de philosophie en tant qu'auditrice libre et décide finalement en 1897 de passer le *Maturitätsprüfung*. Après que les facultés de philosophie eurent ouvert leurs portes aux jeunes femmes, Elise s'inscrit et s'avère être une élève passionnée et impliquée : rapidement, elle fera publier le fruit de ses recherches en philologie romane, sa discipline de prédilection. Ayant terminé ses études avec brio et souhaitant désormais enseigner à l'université, Elise Richter se heurte toutefois au conservatisme particulièrement ancré dans les pays germanophones. Pourtant, elle se défend d'appartenir à un quelconque mouvement féministe : « Je n'ai pas intégré l'université en tant que défenseuse des droits de la femme. Et je considérais encore moins le métier comme source de revenu⁷. » (Christmann, 1980 : 15). C'est donc presque malgré elle qu'Elise devient un symbole pour cette cause.

Dans les familles nobles, les enfants ne fréquentent généralement pas l'école : ils apprennent auprès de différents précepteurs et gouvernantes, idéalement allophones pour favoriser l'apprentissage des langues étrangères, notamment le français qui a un statut privilégié. Celles-ci constituent en effet un atout dans les salons. Contrairement aux familles bourgeoises qui font preuve de libéralisme, les familles nobles accordent toujours une importance cruciale à la tradition.

Les jeunes filles sont contraintes de coller à l'image de la parfaite dame de la société, ce qui signifie que, bien qu'elles reçoivent une éducation poussée, elles ne vont pas à l'université et n'exercent pas de métier. Bertha von Suttner et Marie von Ebner-Eschenbach en sont de parfaits exemples. Toutes deux membres de l'aristocratie autrichienne, elles ne deviendront femmes de lettres que tardivement, une fois leur mariage et leur famille établis. Née au milieu du XIX^e siècle dans une famille noble, Bertha von Suttner reçoit une éducation conservatrice influencée par son tuteur, militaire de haut rang et aristocrate (Suttner, 1965 : 12s.). Comme Bertha l'explique, elle est, dès le plus jeune âge, en contact avec des domestiques francophones et anglophones. Elle s'adonne en outre au piano et à la lecture, feuilletant volontiers des ouvrages traitant de la conversation de salon. La jeune fille, élevée seule, est constamment plongée dans un monde d'adultes. Aussi, lorsqu'elle rencontre sa cousine Elvira, elle se lie immédiatement d'amitié avec elle. Pourtant, elles sont en bien des points opposées : tandis que Bertha rêve du prince charmant, Elvira, ayant grandi entourée des milliers d'ouvrages philosophiques de son père, aspire à une grande carrière littéraire. Aucun jugement, néanmoins, de la part de la première, qui reconnaît ses propres limites intellectuelles ainsi que le talent de sa cousine : « Aux yeux de [ma cousine elle-même], ma tante Lotti et moi, il était clair qu'elle serait devenue la plus grande poétesse du siècle. Peut-être aurait-ce été le cas, si la mort ne l'avait pas emportée prématurément⁸. » (Suttner, 1965 : 19). Ironie du sort, Bertha devient elle-même journaliste et écrivain vers 35 ans. Pacifiste convaincue, elle publie plusieurs ouvrages et reçoit le prix Nobel de la paix en 1906 pour son roman *Bas les armes*.

Marie von Ebner-Eschenbach rédigea de nombreuses pièces de théâtre et œuvres en prose. Elle naît en 1830 dans l'actuelle Tchéquie. Sa mère meurt peu de temps après sa naissance et son père ne s'implique que peu dans son instruction. Ce dernier gardera sa rigueur militaire toute sa vie. La jeune fille et sa sœur aînée ont plusieurs précepteurs chargés de leur apprendre la lecture et l'écriture, ainsi que la religion. Parmi les cours qu'elle reçoit, Marie éprouve une aversion particulière pour les cours de travaux manuels. La lecture, en revanche, représente pour elle un moyen de briller au cours de discussions de salon (Strigl, 2019 : 27ss.). Toutefois, Marie n'a pas le talent de sa sœur pour la lecture, et son père critique les méthodes du précepteur. Il donne d'ailleurs à Marie une leçon qui la marquera à vie : alors qu'elle a cinq ans, la fillette est convoquée dans le bureau de son père. Après une longue tirade, l'homme perd son sang-froid et lance des cartes de l'alphabet sur sa fille (Strigl, 2019 : 38s.).

Un sujet controversé

La lutte pour l'accès des jeunes femmes à l'éducation ne peut se résumer à une opposition entre féministes et hommes réticents. Certes, une majorité d'hommes refusent que les filles reçoivent une éducation secondaire ou supérieure, prenant pour motif la tradition qui idéalise la femme au foyer, mère douce et épouse attentionnée. Il est donc inconcevable pour ces personnes qu'une femme souhaite se former, voire exercer un métier et obtenir son indépendance financière. On peut, par exemple, citer le précepteur de Bertha von Suttner (cf. *supra*) ou le père de Marie von Ebner-Eschenbach, qui, contrairement au grand-père de celle-ci, ne fait pas preuve de libéralisme (Strigl, 2019 : 29). Il apparaît donc que la tradition importe particulièrement aux familles nobles. Toujours du côté des hommes, certains membres influents dans l'administration des universités ou la législation se montrent réticents à entériner l'accès des femmes aux écoles secondaires et universités dans la loi. En outre, certains scientifiques estiment que la gent féminine est tout bonnement inapte à étudier, notamment du fait de sa superficialité. À cet argument, Betty Paoli rétorque que cette superficialité est justement due à la conception du programme scolaire (cf. *supra*). De plus, deux arguments économiques sont avancés : les femmes représenteraient une concurrence dans les différents corps de métiers ; et cela coûterait trop cher d'organiser une forme d'enseignement mixte. D'ailleurs, les femmes sont, elles aussi, partiellement responsables de leur situation : d'une part, certaines - certes élevées dans cette optique - pensent que la place de la femme est à la maison, à l'image de Bertha von Suttner, qui se moque gentiment des ambitions littéraires de sa cousine (Suttner, 1965 : 18) ; d'autre part, à plus grande échelle, la plupart des femmes restent passives, même si la situation leur déplaît, comme le déplorent certaines féministes. Selon ces dernières, pour obtenir des droits, il faut être prête à se battre. Néanmoins, toutes les femmes ne sont pas disposées à encourir la prison. Derrière les arguments avancés officiellement, on devine un argument inavoué : la société patriarcale refuse probablement de perdre le contrôle sur la gent féminine en laissant cette dernière s'émanciper par le biais de l'éducation.

Naturellement, les partisans et partisanes de l'éducation féminine sont également divers. Tout d'abord, les femmes elles-mêmes défendent leurs droits en formant des associations. Ces femmes sont particulièrement soutenues dans les familles libérales, à l'image d'Elise Richter ou de Lise Meitner. Le progressisme se retrouve aussi, bien que plus rarement, dans l'aristocratie : le grand-père de Marie von Ebner-Eschenbach, par exemple, offre à sa fille, la mère de Marie, une formation qui va bien au-delà des standards de l'époque (Strigl, 2019 : 29). Ensuite, tous les hommes ne sont pas exclusivement opposés à l'accès des femmes à l'éducation.

Certains mettent leur privilège à profit. Lise Meitner, par exemple, reçoit des cours particuliers d'un étudiant de l'Université de Vienne (cf. *supra*). Le professeur d'Elise Richter ne discrimine pas non plus ses étudiantes : « Pour lui, ni la personne ni - et c'était significatif à la fin du siècle précédent - le sexe n'avait d'importance⁹. » (Christmann, 1980 : 11) Plusieurs arguments sont formulés en faveur de l'éducation féminine : une femme active représente une source de revenu pour le ménage. Elle peut également, comme l'avance Betty Paoli, mieux gérer son foyer et prendre soin de sa famille (Paoli, 2002 : 102). D'autres estiment, par ailleurs, que les femmes sont plus aptes à exercer des fonctions qui ont particulièrement affaire à la gent féminine. Pour les féministes, enfin, l'accès à l'éducation ouvre la voie de l'indépendance financière et l'émancipation dans différents domaines.

La position qui semble donc être communément adoptée est la suivante : peu à peu, des écoles sont érigées pour les adolescentes, et on les laisse fréquenter les universités, mais les programmes sont adaptés à la condition féminine telle qu'elle est perçue au XIX^e siècle.

Conclusion

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'instruction des jeunes filles n'a jamais réellement eu pour but de les former à un métier et de leur permettre de s'émanciper. Au contraire, les adolescentes étaient éduquées pour se conformer au rôle d'épouse et de mère. Si les réformes de l'impératrice Marie-Thérèse ont marqué un tournant en matière d'enseignement, l'accès de la gent féminine aux différents niveaux d'éducation ne s'est fait que progressivement. Il fallut attendre le dernier tiers du XIX^e siècle pour que des *Mädchenschulen* soient créées ; et les universités gardèrent leurs portes hermétiquement fermées jusqu'à la dernière décennie du XIX^e siècle. Par ailleurs, seules les familles les plus aisées - et les plus libérales - offraient à leurs filles une éducation secondaire, voire supérieure. Pour les familles les plus pauvres, l'éducation ne joue qu'un rôle secondaire : les enfants doivent travailler pour ramener de l'argent à la maison. Dans la majorité des cas donc, l'instruction des jeunes filles passait au second plan puisqu'elle était perçue comme une charge financière. À la lumière de la récente prise du pouvoir des talibans en Afghanistan, l'histoire de l'éducation féminine en Autriche nous rappelle que celle-ci constitue un droit acquis au prix d'une lutte acharnée. En entravant l'instruction des jeunes femmes, les talibans s'attaquent à leur émancipation dans son ensemble. On prend conscience qu'une personne instruite est plus à même de défendre ses droits et son intégrité qu'une personne maintenue dans l'ignorance.

Bibliographie

- Baumgartner, M. 2015. Minna Kautsky. In: *Der Verein der Schriftstellerinnen und Künstlerinnen in Wien (1885-1938)*. Vienne: Böhlau Verlag.
- Christmann, H. H. 1980. *Frau und „Jüdin“ an der Universität - die Romanistin Elise Richter: (Wien 1865 - Theresienstadt 1943)*. Mayence - Wiesbaden : Franz Steiner Verlag.
- Delebarre, M., Wenzek, F. 2021. « Donner accès à la connaissance : grandes étapes de l'alphabétisation des femmes du XIX^e siècle à nos jours, en Europe, Afrique et Asie », *Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe* [En ligne] : <https://ehne.fr/fr/node/21480> [consulté le 26 février 2022].
- Engelbrecht, H. 1986. *Geschichte des österreichischen Bildungswesens: Erziehung und Unterricht auf dem Boden Österreichs: 4 : Von 1848 bis zum Ende der Monarchie*. Vienne: Österreichischer Bundesverlag.
- Exner, F. S. 1849. *Entwurf der Grundzüge des öffentlichen Unterrichtswesens in Oesterreich*. Vienne.
- Felbiger, J. I. von. 1774. *Allgemeine Schulordnung für die deutschen Normal- Haupt und Trivialschulen in sämtlichen Kaiserl. Königl. Erbländern: d.d. Wien den 6. Dezember 1774*. Vienne.
- Gaffe, J. 1806. *Politische Verfassung der deutschen Schule in der k. auch k.k. deutschen Erbstaaten*. Vienne.
- Gesetz vom 14. Mai 1869, durch welches die Grundsätze des Unterrichtswesens bezüglich der Volksschulen festgestellt werden*. Vienne.
- Paoli, B. 2002. Über weibliche Erziehung. In: *Betty Paoli. Was hat der Geist denn wohl gemein mit dem Geschlecht*. Vienne: Mandelbaum Verlag.
- Papathanassiou, M. 1999. *Zwischen Arbeit, Spiel und Schule: Die ökonomische Funktion der Kinder ärmerer Schichten in Österreich 1880-1939*. Vienne: Verlag für Geschichte und Politik.
- Rennert, D., Traxler, T. 2021. *Lise Meitner. Pionierin des Atomzeitalters*. Salzbourg - Vienne: Residenz Verlag.
- Rosegger, P. 2018. *Die Schriften des Waldschulmeisters*. Vienne - Graz: Styria Verlag.
- Simon, G. 1997. Von Maria-Theresia zu Eugenie Schwarzwald. In: *Geschichte der Frauenbildung und Mädchenerziehung in Österreich*. Graz: Leykam.
- Strigl, D. 2019. *Berühmt sein ist nichts. Marie von Ebner-Eschenbach. Eine Biographie*. Salzbourg - Vienne: Residenz Verlag.
- Suttner, B. von 1965. *Memoiren*. Brême : Schönmeyer.
- Weiland, D. 1983. *Hermes Handlexikon: Geschichte der Frauenemanzipation in Deutschland und Österreich. Biographien; Programme; Organisationen*. Düsseldorf: ECON Taschenbuch Verlag.

Notes

1. [...] so haben wir wahrgenommen, dass die Erziehung der Jugend, beiderlei Geschlechts, als die wichtigste Grundlage der wahren Glückseligkeit der Nation ein genaueres Einsehen allerdings erfordere.
2. [...] so ist es auch theils in Hinsicht auf die Beförderung der Sittlichkeit, theils in Hinsicht auf die Verschiedenheit des Bedürfnisses im Unterrichte den der Verschiedenheit der Geschlechter heilsam, die Knabenschulen von den Mädchenschulen zu trennen.
3. Il faut comprendre par cette locution la broderie, le tricot et la couture, entre autres.
4. Heute ist öffentliche Schulprüfung gewesen. Der Dechant von der Kreisstadt ist da. In Glaubenssachen ist es sehr zufrieden. Was das Übrige anbelangt, hat er den Kopf geschüttelt.

5. [...] mir wurde das Krankenbett zur Schule. Mein Kopf war klar, er arbeitete intensiver im Zustand der Ruhe, der Konzentration gestattet.

6. Der ganze Unterricht, den die Mädchen, mit seltenen Ausnahmen, erhalten, ist ein leeres Scheinwesen und ungleich mehr geeignet, ihre guten Anlagen zu ersticken, als sie zu entwickeln. Unwesentliches wird in den Vordergrund gestellt, das Wichtigste hingegen achtlos beiseite liegen gelassen. [...] Und dann klagt man über die Oberflächlichkeit der Frauen, über ihren Mangel an Logik und Konsequenz!

7. Ich betrat die Universität nicht als Frauenrechtlerin. Noch viel weniger dachte ich dabei an den Beruf als Versorgung.

8. Daß sie die größte Dichterin des Jahrhunderts werden sollte, das stand bei ihr selber, bei Tante Lotti und bei mir fest. Vielleicht wäre sie es geworden, wenn nicht ein früher Tod sie ereilt hätte.

9. Er kannte kein Ansehen der Person und - was am Ende des vorigen Jahrhunderts bedeutungsvoll war - auch nicht des Geschlechtes.